

PRÉFET DE LA RÉGION BOURGOGNE

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement

Chalon-sur-Saône, le 29 juillet 2010

Unité territoriale de Saône-et-Loire  
Subdivision 3 de Chalon-sur-Saône

Référence DG/MV 280710 n° 171

Affaire suivie par Delphine GIRARD

delphine.girard@developpement-durable.gouv.fr

Tél. 03 85 90 04 21 Fax: 03 85 90 04 15

Objet: autosurveillance des effluents aqueux – INDUSTRIEL FRANCE, sites du  
Creusot et du Breuil

**Rapport de l'inspecteur des installations classées**

La société INDUSTRIEL FRANCE exploite, sur le site du Creusot un établissement de fabrication de tôles de grandes dimensions et sur le site du Breuil une aciérie.

Ces établissements sont réglementés par les arrêtés suivants :

- arrêté préfectoral d'autorisation du 3 janvier 2003 pour la tôlerie,
- arrêté préfectoral d'autorisation du 7 décembre 2000 pour l'aciérie.

**1/ Rejets aqueux – Tôlerie et Aciérie**

Ces arrêtés préfectoraux prévoient, dans leur article 15.2 respectif concernant les contrôles périodiques des rejets des effluents aqueux (autosurveillance) *les résultats obtenus, accompagnés des commentaires appropriés, nécessaires à expliquer notamment les anomalies observées puis à décrire et justifier les mesures correctives mises en œuvre et leur incidence sont adressés mensuellement à l'inspection des installations classées selon les modalités qu'il a définies*

Or, les résultats des contrôles d'autosurveillance des rejets aqueux effectués depuis avril 2010 n'ont pas été transmis à l'inspection des installations classées.

Aussi, je vous propose de mettre en demeure la société INDUSTRIEL FRANCE de respecter les dispositions de ses arrêtés préfectoraux relatives aux transmissions des résultats d'autosurveillance des rejets aqueux. Ci-joint deux projets d'arrêté dans ce sens.

**2/ Rejets atmosphériques – Tôlerie (atelier de décapage)**

L'établissement de fabrication de tôles de grande dimension situé au Creusot possède un atelier de décapage chimique qui réalise donc du traitement de surface. Cette activité est encadrée réglementairement par l'arrêté du 30/06/06 relatif aux installations de traitements de surfaces soumises à

PJ : projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

Copie à: SPR – dossier - chrono

Horaires d'ouverture au public :  
les lundi et mercredi : 8h30-11h45 / 13h30-17h00

Autres horaires : sur rendez-vous

Tél. : 03 85 90 04 10 – fax 03 85 90 04 15

9b rue Louis Alphonse Poitevin – 71100 CHALON-SUR-SAONE  
www.bourgogne.developpement-durable.gouv.fr

autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées. L'article 26 de cet arrêté fixe une valeur limite en concentration pour le polluant HF susceptible d'être rejeté par l'installation à 2 mg/Nm<sup>3</sup>. Les contrôles annuels des rejets atmosphériques effectués ces dernières années mettent en évidence des dépassements

2007 :

- Décapage inox 9 m rejet gauche : 14,18 mg/ Nm
- Décapage inox 9 m rejet droit : 47,66 mg/ Nm
- Décapage inox 12 m : 8,28 mg/ Nm

2008 :

- Décapage inox 9 m rejet gauche : inférieur à 2 mg/ Nm
- Décapage inox 9 m rejet droit : inférieur à 2 mg/ Nm
- Décapage inox 12 m : 2,39 mg/ Nm

2009 :

- Décapage inox 12 m : 30,60 mg/ Nm
- Les installations décapage inox 9m ne fonctionnaient pas lors du contrôle.

Je vous propose de mettre en demeure la société INDUSTRIEEL FRANCE (Tôlerie) de respecter les dispositions de l'article 26 de l'arrêté du 30/06/06 relatif aux installations de traitement de surfaces soumises à autorisation au titre de la rubrique 2565 de la nomenclature des installations classées, concernant notamment la concentration en HF dans les rejets atmosphériques.

Ci-joint un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure en ce sens.

Approbateur

Rédacteur

Le responsable du service prévention des risques par intérim L'inspecteur des installations classées

Signé

Signé

Philippe CHARTIER

Delphine GIRARD